

Macron fait un pas de plus vers 2017

A deux jours de l'allocation de François Hollande le 14 juillet et à neuf mois de la présidentielle, Emmanuel Macron a réuni, hier soir à Paris, son mouvement politique *En Marche !*, un premier grand meeting du ministre, qui a suscité l'agacement profond de Manuel Valls.

Peut-on être ministre et président de tels meetings? « *Il est temps que tout cela s'arrête* », a lâché ce mardi après-midi le Premier ministre.

Faire des meetings, « *j'ai le sentiment que c'est le cas de pas mal de monde en ce moment* », s'est pour sa part défendu mardi le colocataire de Bercy, allusion ironique aux réunions publiques organisées récemment par... Manuel Valls.

Cette charge de M. Valls a relancé les spéculations sur un éventuel départ de M. Macron du gouvernement : « *Question à poser au président, le Premier ministre*



semble avoir son idée », a observé avec ironie un membre du gouvernement sous couvert d'anonymat.

Pas de déclaration de candidature

Ambiance tendue également devant la salle de La Mutualité, où les partisans de M. Macron ont été accueillis par une centaine de manifestants contre la loi travail avec des jets d'œufs et des sifflets.

Selon son entourage, pas de

déclaration de candidature à attendre à la Mutualité : il n'y aura « *pas d'annonce personnelle* ». La méthode et le calendrier restent inchangés : le « *diagnostic* » et une opération de porte à porte jusqu'à la fin de l'été, les « *propositions* » en octobre, puis les « *questions de personnes* », selon un proche du colocataire de Bercy.

Le rassemblement apparaît aussi comme une tentative de relance, alors que la trajectoire ascendante de M.

Macron a connu ses premiers « couacs » ces dernières semaines (affaire du « *costard* », jets d'œufs, dé mêlés autour de son ISF...) Le positionnement « *un pied dedans, un pied dehors* » du ministre a toutefois pu désarçonner ses soutiens, dont certains ne poursuivront pas l'aventure « *En marche !* » s'il s'agit in fine de soutenir le président sortant François Hollande.

Une manœuvre régulièrement démentie par le ministre de l'Économie, alors qu'a encore surgi ces derniers jours dans la presse l'idée d'un « *ticket* » avec François Hollande.

Selon un sondage Odoxa pour Le Parisien publié mardi, 36% des Français souhaitent que l'ex-protégé du président se présente (30% chez les sympathisants de gauche, 53% de droite) contre 14% pour le président Hollande et 26% pour Manuel Valls.